

*Le monde rural évolue rapidement et les jeunes générations doivent être préparées à saisir les nouvelles opportunités. L'agriculture, elle aussi, évolue, avec de nouveaux produits, marchés, technologies et contextes commerciaux. En outre, de nombreuses populations rurales auront besoin de s'engager dans les activités non agricoles ou de migrer vers les zones urbaines. Pour saisir les opportunités, tous auront besoin de compétences différentes de celles de leurs parents. Cependant, l'éducation et les systèmes de formation ne sont pas prêts à aborder le changement.*

## Compétences de base – et au-delà – pour la jeunesse rurale

À travers le monde en développement, la tâche de fournir une éducation appropriée et les compétences adéquates aux jeunes ruraux reste à accomplir. Il convient de leur donner une éducation fondamentale qui les motive à étudier, une formation afin de leur transmettre les compétences requises par le marché de l'emploi et, pour certains, l'opportunité de suivre des études supérieures.

### Améliorer la qualité de l'enseignement fondamental

Malgré les progrès des dix dernières années en matière d'élargissement de l'accès à l'éducation dans le monde en développement, les niveaux d'instruction, mesurés en années de scolarisation, sont toujours très bas dans certains pays (cf. chapitre 3). En milieu rural, le faible taux de fréquentation scolaire est souvent attribué au travail agricole ; dans ces zones, les enfants ne sont pas scolarisés ou décrochent pour aider aux travaux de la ferme ou du ménage. Toutefois, des études consacrées au travail des enfants montrent que, parmi les enfants âgés de 5 à 14 ans non scolarisés, 37 % ne travaillent pas et 32 % n'exécutent que des tâches ménagères.<sup>1</sup> Parmi les autres motifs d'abandon scolaire figurent l'incapacité à assumer les frais liés à la scolarisation, la distance entre le domicile et l'école, un programme d'études ou une langue incompatible aux conditions locales, la croyance selon laquelle l'enseignement n'est pas nécessaire et la mauvaise qualité des écoles. Améliorer l'éducation de base dans les zones rurales, qu'il s'agisse de l'enseignement primaire, pour l'Afrique, ou secondaire, pour l'Amérique latine, est essentiel pour activer le processus de développement rural.

La mauvaise qualité des écoles rurales diminue leur attractivité et les bénéfices de l'éducation. Le rapport PROBE sur les écoles publiques en Inde rurale a montré que l'infrastructure physique était cruellement inadéquate, 82 % d'entre elles ayant besoin de restaurations.<sup>2</sup> Les livres font souvent défaut et le taux d'absentéisme des profes-

seurs a tendance à être élevé. Une étude sur l'absentéisme dans les écoles primaires dans six pays en développement a montré que 19 % des enseignants étaient absents lors d'une visite de contrôle ponctuelle et que 23 % étaient absents dans les écoles rurales en Inde, en Indonésie et au Pérou.<sup>3</sup> Les enseignants présents, quant à eux, sont mal préparés et mal payés et la violence et le harcèlement sont fréquents. Le rapport PROBE a établi que de nombreux enfants n'aimaient pas l'école parce qu'ils y sont maltraités et discriminés, la peur de la violence provoquant le décrochage scolaire des enfants dans de nombreux pays.<sup>4</sup>

La faible qualité de l'enseignement signifie un apprentissage limité – il n'est pas inhabituel de trouver des élèves à la fin du cycle primaire, qui ne savent ni lire ni écrire<sup>5</sup> – et le faible taux de réussite réduit les possibilités d'emploi.

### Les compétences nécessaires à l'emploi

Trouver et garder un emploi requiert soit des compétences professionnelles générales, soit des compétences spécifiques à un emploi, acquises au sein d'établissements de formation ou sur le tas. Dans l'économie actuelle à forte concurrence au niveau mondial et en évolution rapide, les compétences professionnelles incluent de plus en plus de capacités naturelles et personnelles telles que la flexibilité, l'esprit d'initiative et l'aptitude à communiquer.

L'enseignement professionnel. Les écoles professionnelles ont pour objectif de préparer les étudiants à entrer sur le marché du travail. Dans les pays en développement, le secteur de l'enseignement professionnel tend à être plus réduit (22 % des inscriptions d'étudiants) que dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques et associé à des niveaux d'enseignement plus faibles, comparables au niveau de l'enseignement secondaire inférieur.<sup>6</sup> En outre, il manque souvent de coordination, les centres de formation professionnelle étant dispersés sous la tutelle de divers ministères. Les programmes pour lesquels le privé a une participation dans l'or-

ganisme de gestion (tels que le SENAR au Brésil) et dans l'élaboration des programmes d'enseignement (les Centres communautaires de développement des compétences.<sup>7</sup> en Namibie) ont été les plus efficaces pour satisfaire aux exigences du marché du travail.

Le SENAR est régi par une association d'employeurs agricoles et ce sont des membres des coopératives agricoles qui forment la commission de gestion. L'une de ses caractéristiques les plus porteuses de succès est l'intégration de la formation professionnelle et de la promotion sociale au sein d'un même établissement. Le processus d'apprentissage prend en compte du travail rural et les conditions de vie et la préférence est donnée aux femmes rurales dans les programmes de promotion sociale, qui incluent une formation en prévention contre les produits toxiques utilisés dans l'agriculture.

En Namibie, sept Centres communautaires de développement des compétences transmettent les compétences de base permettant aux jeunes de générer du revenu par le biais du travail salarié ou indépendant. Ces centres sont des établissements de formation qui adaptent leurs cours à l'évolution des opportunités de génération de revenu au sein de l'économie locale. Pour s'aligner au mieux sur les besoins du marché, des experts procèdent à des évaluations de ce dernier, en passant en revue les centres d'intérêt professionnels des jeunes, les plans de développement local et les besoins des employeurs et entreprises, tant dans le secteur structuré que dans le secteur non structuré.<sup>8</sup>

*La formation en entreprise.* Les entreprises dispensent aussi de la formation, qui n'est disponible que pour ceux qui possèdent un emploi dans le secteur structuré, habituellement ceux qui possèdent un niveau d'éducation plus élevé. Les petites entreprises ont moins fréquemment recours aux formations et utilisent l'apprentissage, ce qui peut avoir pour effet de perpétuer des pratiques traditionnelles désuètes pour les marchés en constante évolution.

Les programmes de formation dans les entreprises des marchés à créneaux posséd-

dant de bonnes perspectives de croissance ont permis d'accroître la productivité et les revenus des entreprises, grâce à la mise à niveau de la technologie et des compétences de gestion. À Madagascar, certaines formations ciblent les fournisseurs de petite échelle de biens intermédiaires destinés à la transformation et l'exportation.<sup>9</sup> Parmi d'autres exemples, figurent la Formation intégrée pour la promotion de l'entrepreneuriat, en Tanzanie, et l'Opportunities Industrialization Council du Ghana.<sup>10</sup>

#### **L'enseignement supérieur**

La transition vers l'enseignement supérieur, qui est particulièrement difficile et coûteuse pour les jeunes ruraux, nécessite un appui. Au Mexique, *urbanas con Oportunidades* met à la disposition des étudiants un système d'épargne leur permettant d'accumuler des points entre la troisième année et la terminale. L'argent économisé peut, après la réussite en terminale, être utilisé pour poursuivre des études, lancer une affaire, améliorer les conditions de logement ou contracter une assurance santé.<sup>11</sup> Ce programme peut donc inciter les jeunes à terminer l'enseignement secondaire et faciliter leur transition vers l'enseignement supérieur.

#### **Secondes chances**

De nombreux pays mènent des programmes visant à ramener les jeunes en décrochage vers les écoles, les cours de formation extrascolaire ou, dans le cas des analphabètes, les programmes d'alphabétisation. Peu de pays, toutefois, disposent de systèmes de secondes chances à même de satisfaire les besoins variés de jeunes qui ont quitté l'enseignement à différents stades et qui proviennent d'environnements socio-économiques divers. Les systèmes efficaces sont en contact direct avec le système éducatif, informés de la demande du marché de l'emploi et capables de fonctionner de manière flexible et à temps partiel, de manière à s'adapter au mieux aux activités rurales et aux responsabilités familiales.

Au Maroc, des écoles de la seconde chance s'activent à cibler les 2,2 millions d'enfants âgés entre 8 et 16 ans qui ne sont jamais allés à l'école ou qui l'ont quittée avant la fin du cycle obligatoire. Plus des trois quarts d'entre eux vivent dans les zones rurales et quelque 45 % sont des filles. Le ministère de l'éducation forme des partenariats avec les ministères compétents pour la fourniture de financements, d'animateurs de formation et de matériel éducatif et avec

les organisations non gouvernementales (ONG) qui engagent de jeunes diplômés en tant qu'animateurs, recrutent les élèves, recherchent des financements additionnels et gèrent les programmes locaux.<sup>12</sup>

#### **Les études commerciales pour les entrepreneurs de la « nouvelle agriculture »**

Les entrepreneurs de la nouvelle agriculture ont besoin d'aptitudes et de compétences adéquates leur permettant d'évoluer au sein de marchés ouverts et exigeants. Si la connaissance des techniques agronomiques avancées reste essentielle, les entrepreneurs doivent aussi avoir une meilleure compréhension de l'aspect commercial des opérations. Ils ont besoin d'une information sur les marchés en plus grande quantité et de meilleure qualité ainsi que d'une plus grande compréhension des coûts et revenus, des investissements requis et de la chaîne de valeur dans laquelle ils manoeuvrent.

Pour aider les étudiants à prendre pied dans la nouvelle agriculture, certaines universités africaines encouragent la création d'entreprise. L'Université du Swaziland et le Collège d'agriculture du Botswana offrent des Projets pratiques d'entrepreneuriat. Des plans d'entreprises sont mis en pratique à l'aide d'un fonds de crédit rotatif et les étudiants conservent 75 % des profits. Au Mali, un organisme de recherche agricole (l'Institut d'économie rurale) et un établissement d'enseignement supérieur (l'Institut polytechnique rural) se sont associés pour fonder l'incubateur agro-industriel du Mali, qui a pour but d'aider les entrepreneurs à intégrer les technologies modernes aux systèmes agricoles locaux.<sup>13</sup>

Au Costa Rica, l'Université EARTH<sup>14</sup> prépare les étudiants au lancement d'entreprises agricoles en mettant en avant le développement des valeurs, la gestion environnementale et le service à la collectivité.<sup>15</sup> L'Université Makerere, en Ouganda, est en passe d'adopter l'approche de l'Université EARTH. Au Chili, des centres de management exploités par des organisations d'agriculteurs promeuvent les capacités entrepreneuriales, de gestion et de prise de décision chez les exploitations agricoles familiales individuelles et les organisations de producteurs axés sur le marché.<sup>16</sup>

#### **Professionnels et chercheurs agricoles**

La nouvelle agriculture requiert également des professionnels et chercheurs agricoles

en plus grand nombre et mieux formés.<sup>17</sup> Cependant, les structures d'enseignement et de formation ne sont pas toujours adaptées à cette tâche.

Le pool de ressources humaines de l'Afrique subsaharienne est sévèrement appauvri. Des 27 pays africains, la moitié ont vu diminuer leur nombre de chercheurs agricoles au cours des années 1990 (cf. chapitre 7).<sup>18</sup> Seulement un chercheur africain sur quatre est en possession d'un doctorat. L'énorme potentiel offert par les chercheurs reste largement inexploité, les femmes ne représentant que 18 % des scientifiques agricoles en Afrique.<sup>19</sup> Il est largement fait état, dans les organismes de recherche et universités, de la fuite des cerveaux (principalement pour le personnel dirigeant) et des nombreux postes vacants. Trop souvent, les pénuries de cadres sont encore aggravées par l'importante mortalité du VIH/sida. Depuis plus d'une décennie, les bailleurs de fonds ne financent plus ni l'enseignement supérieur, ni les formations outre-mer dans l'agriculture. Une nouvelle génération de professionnels agricoles est donc nécessaire pour repeupler ce pool de ressources humaines très affaibli et saisir les opportunités associées à l'émergence de la production imprimée par le marché.

Les efforts pour revitaliser l'enseignement agricole doivent se concentrer sur la mise à jour des programmes d'enseignement, la transformation des pratiques d'apprentissage et l'augmentation du nombre de diplômés à tous les niveaux postsecondaires. Dans la plupart des établissements d'enseignement agricole, les programmes de cours se limitent à la production des cultures et animaux d'élevage prédominants. La réforme des programmes d'études doit introduire une plus grande flexibilité institutionnelle en regard des évolutions rapides ainsi qu'une réactivité accrue chez les employeurs et intervenants.

Un exemple d'effort visant à corriger ces lacunes est la mise à niveau professionnelle développée par une douzaine d'universités anglophones et francophones, avec l'assistance du Fonds Sasakawa pour la formation en vulgarisation (SAFE). Se concentrant sur les professionnels en milieu de carrière, cette mise à niveau offre un programme d'études multidisciplinaire réformé débouchant sur des diplômes de bachelor et master en science et qui mettent en exergue le transfert de technologie, les méthodes participatives et le respect de la connaissance locale.<sup>20</sup>

En ce qui concerne l'enseignement agricole supérieur, la priorité doit être donnée à une vaste campagne de perfectionnement du personnel. Dans les années 1960, le gouvernement brésilien a envoyé 1 000 professeurs en poste outre-mer pour des études en agriculture. Au cours de la décennie suivante, l'Entreprise brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA) a, quant à elle, envoyé 500 chercheurs agricoles à l'étranger afin qu'ils passent des doctorats.<sup>21</sup> Ce sont ces professionnels qui ont orienté la croissance et la diversification impressionnantes des exportations agricoles brésiennes au cours des trente dernières années.

Les programmes de développement agressif du capital humain ont porté leurs fruits à long terme pour le Brésil, l'Inde, la Malaisie et quelques autres pays. N'est-il pas possible pour l'Afrique de suivre la même voie ? En raison de la mise à la retraite des professeurs et chercheurs, l'Afrique doit lancer une campagne énergique pour le capital humain avec l'objectif de fournir une formation doctorale à 1 000 nouveaux étudiants sur les 15 prochaines années<sup>22</sup> dont la moitié doivent être des femmes. Une initiative visant à attribuer des bourses d'études aux femmes (Female Scholarship Initiative), entreprise par l'Université Makerere, en Ouganda, et financée par la Corporation Carnegie, pourrait constituer un modèle pour ce genre de programme.

La formation doctorale peut être dispensée dans les centres d'excellences africains existants pour les disciplines agricoles, comme le Centre africain pour l'amélioration des cultures de Pietermaritzburg, en Afrique du Sud, l'Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie, au Kenya, et l'École supérieure d'agriculture, au Sénégal. En second lieu, elle peut être donnée dans les universités généralistes d'Afrique dans lesquelles le commerce, les sciences économiques, les sciences biologiques et les départements des sciences peuvent compléter les disciplines agricoles.

En raison de l'interdépendance des disciplines, il peut être plus judicieux de former les spécialistes de l'agriculture dans les universités générales, où il existe une interaction étroite entre spécialistes des différents départements, que de traiter les sciences agricoles et l'économie agricole en tant que disciplines isolées dans des universités séparées. Le changement doit se faire maintenant et être initié par des investissements dans les programmes d'études supérieures des universités locales.

Dans les endroits où la formation en local n'est pas possible pour certaines disciplines, les étudiants peuvent éventuellement obtenir une formation doctorale par l'intermédiaire de programmes efficaces en termes de coûts leur permettant d'étudier à l'étranger ou par des programmes de formation en alternance

combinant la formation disponible localement à un accès aux ressources de connaissances internationales, une formation sur les méthodes de recherche et le contact avec un éventail plus large de technologies modernes. Une mobilité sud-sud accrue des étudiants a également facilité l'accès aux programmes d'études supérieures par les étudiants provenant de pays qui ne possèdent pas les infrastructures universitaires nécessaires.

La deuxième destination la plus convoitée par les étudiants d'Afrique subsaharienne (après l'Europe occidentale) est l'Afrique du Sud – 9 étudiants sur 10 qui étudient à l'étranger à l'intérieur de la région le font en Afrique du Sud. En Asie de l'Est, 40 % des étudiants mobiles restent également dans la région. L'Université de Pretoria, en Afrique du Sud, et l'Université des Philippines, à Los Baños, connaissent les plus fortes concentrations d'étudiants étrangers pour les sciences agricoles.

A cause du temps que demande la préparation d'une nouvelle génération de scientifiques et professionnels agricoles, une action urgente est nécessaire pour élaborer, financer et mettre en œuvre des programmes combinant la mise à niveau des universités locales, l'appui aux centres d'excellence régionaux d'enseignement et de recherche et la possibilité de fournir des formations de niveau supérieur, efficaces en termes de coûts, en dehors de la région.